

# Mémoire

## Consultation sur le PÉCC



Aucun plan climat  
crédible sans un NON  
catégorique aux projets  
de forages, de pipelines et  
d'autoroutes

Mémoire déposé dans le cadre de  
l'élaboration du Plan d'électrification et  
de changements climatiques (PECC)

Lotbinière en transition  
30 octobre 2019

## Notre région d'attache

Notre groupe citoyen, Lotbinière en transition, œuvre dans la MRC de Lotbinière. Nos remarques se veulent toutefois universelles puisque les forages ont les mêmes effets destructeurs partout où ils se produisent et que les gaz à effet de serre ne connaissent pas de frontières.

## Aperçu de notre expertise

Notre belle région de Lotbinière est sous attaque des gazières depuis un bon dix ans maintenant. L'intrusion brutale des gazières chez nous au tournant des années 2010 nous a éveillés aux impacts dévastateurs de cette industrie dans les régions où elle s'établit (destruction du tissu économique et social, impacts sur l'eau, destruction des paysages, bruit, poussière, dommages aux routes, division des communautés etc.). Son acharnement à vouloir prendre possession de notre sous-sol malgré l'opposition de la population – et notre détermination inébranlable à l'en empêcher – ont fait de nous des citoyen.e.s expert.e.s en toute choses liées aux forages, aux fuites provenant des puits abandonnés, à la dévastation que l'industrie pétrolière et gazière laisse derrière elle, à l'impact climatique du gaz naturel et au réchauffement climatique en général.

## Thématique

À l'instar de nombreux autres groupes citoyens, nous avons dans le passé investi énormément d'énergie pour rédiger des mémoires étudiés sur les multiples facettes de la transition à réaliser pour léguer une planète viable à nos enfants. Ces facettes comprennent un virage à 180° vers les modes de transport actifs et collectifs (électriques); la conversion de tous les bâtiments à l'hydroélectricité ou, en cas d'éloignement du réseau, à la biomasse, à la géothermie, au solaire ou à l'éolien; l'élimination des objets à usage unique et l'interdiction de l'obsolescence programmée ainsi que des emballages non essentiels; la consigne et le réemploi des contenants (par opposition au simple recyclage) et, de manière générale, une réduction radicale des volumes de déchets envoyés aux sites d'enfouissement et au recyclage; un virage décisif vers l'agroécologie et l'autosuffisance alimentaire - et tant d'autres choses encore. Nous maintenons ces recommandations et demandons au gouvernement du Québec d'investir toutes les ressources humaines et financières nécessaires pour que ces transformations se produisent – tout en retirant tout soutien financier ou politique aux énergies fossiles ainsi qu'aux infrastructures qui encouragent sa consommation. Néanmoins, compte tenu des incohérences auxquelles nous sommes quotidiennement exposés de la part de notre gouvernement, qui dit vouloir lutter contre le réchauffement climatique tout en soutenant des projets qui augmenteraient substantiellement les émissions de gaz à effet de serre, nous axerons cette fois-ci notre mémoire sur un seul thème : la nécessité, pour le gouvernement du Québec, d'opposer un NON catégorique aux projets de forages, de pipelines et d'autoroutes.

# Opposer un NON catégorique aux projets de forages, de pipelines et d'autoroutes

Avant de prétendre avancer en matière de lutte au réchauffement climatique, le Québec doit cesser de reculer en cessant d'encourager le développement des énergies fossiles qui sont la principale cause du réchauffement climatique.

- Le gouvernement du Québec doit carrément tourner le dos aux forages en territoire québécois, que ce soit dans Lotbinière et Bécancour, en Gaspésie, dans le Bas-Saint-Laurent, dans le golfe du Saint-Laurent ou ailleurs. Devant une industrie qui utilise toutes les armes à sa disposition pour vaincre la résistance citoyenne – y compris le lobbying, les procédures en justice contre le gouvernement du Québec, les ristournes aux municipalités et les campagnes de communication trompeuses, notre gouvernement doit retirer du marché toutes les licences en vigueur et, bien évidemment, éviter d'en octroyer de nouvelles. Notamment, le gouvernement doit saisir les tentatives de cession en cours pour empêcher que Questerre récupère les licences de Repsol et qu'Utica récupère celles de Cuda – ce qui libérerait déjà une grande partie du territoire. Il doit aussi, assurément, retirer tous ses investissements dans l'industrie pétrolière et gazière.
- S'il espère adopter un plan climat crédible, le gouvernement du Québec doit également retirer tout soutien aux projets d'expansion du réseau autoroutier et du réseau gazier. Aucun stratagème communicationnel ne changera le fait que ces projets – notamment les projets de 3<sup>e</sup> lien à Québec et GNL Québec, ainsi que les projets d'expansion du réseau d'Énergir – favorisent le développement des filières pétrolière et gazière au moment précis où la menace de bascule climatique commande de leur opposer un NON catégorique.
- Finalement, le gouvernement du Québec doit retirer de sa Politique énergétique le recours au gaz naturel comme moyen pour faire la transition. Notre gouvernement n'a pas à se faire le porte-voix des prétentions fallacieuses des promoteurs de cette énergie fossile.

## Conclusion

Nous vous remercions à l'avance de tenir compte de nos points de vue dans l'élaboration du prochain plan d'électrification et de lutte au réchauffement climatique du gouvernement du Québec.

Lotbinière en transition  
lotbiniereentransition@gmail.com